

Discours de M. Viktor Orbán, premier ministre de Hongrie, sur l'état de la Nation

Budapest, le 18 février 2018

Monsieur le Premier Ministre Péter Boross [1993-1994, *NdT*], Monsieur le Maire de Budapest István Tarlós, Monsieur le Président de l'Assemblée nationale László Kövér, Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de vous saluer très chaleureusement. Je me réjouis de me retrouver avec vous. C'est toujours avec excitation que je me prépare à cet exercice. Ce n'est pas le contenu qui a été le vrai problème de mon propos d'aujourd'hui – je n'ai plutôt que l'embarras du choix face aux idées et aux thèmes à aborder –, mais les unités de temps. Il faut savoir que c'est ma vingtième intervention de ce genre. Et aussi, que nous allons bientôt achever le second cycle consécutif de notre présence aux affaires, c'est-à-dire huit ans. Et ce qui tient tout le monde en haleine : encore 49 jours, et ce seront les élections. Et nous fêtons cette année le trentième anniversaire de la création du Fidesz. C'est tout cela qu'il me faudra mettre en harmonie dans les minutes qui viennent. Mais nous ne sommes pas venus ici pour exprimer notre compassion à l'orateur pour ses problèmes intellectuels, mais pour écouter ce qu'il a à dire.

*

En parlant des huit années qui viennent de s'écouler, nous devons savoir que les Hongrois sont dotés d'une drôle d'humilité, ou plutôt d'une fausse humilité. J'ai déjà remarqué dans mon enfance qu'au moment des plantations les rangées avaient beau être bien droites, mes parents se bornaient à dire : « c'est fait ». Je me souviens aussi que lorsque les hommes de l'art venaient chez nous pour réparer quelque chose, ils disaient : « ça tiendra ». Jamais ils n'auraient eu l'idée de dire « c'est bien réussi », et surtout pas « j'ai bien travaillé aujourd'hui », ou « nous avons parfaitement réussi notre travail ». Il y a là une sorte de réserve qui appelle le respect, une sorte de noblesse simple : ce n'est pas à moi de me glorifier, laissons les faits, mon travail, parler pour moi. C'est une belle et bien utile leçon de vie. Mais il est pratiquement impossible de l'appliquer dans la politique. Nos adversaires sont en effet dépourvus de ce genre de pudeur, ils nous jettent au visage tout ce qu'ils peuvent de déprimant, d'abject et en général d'injuste, et ne connaissent que rarement la mesure. Ne les imitons pas, mais ne soyons pas bonnes poires non plus. Osons déclarer, avec toute l'humilité et la mesure qui s'imposent, que ces huit années sont bel et bien une réussite. Nous pouvons même avouer qu'elles ont dépassé nos attentes. En

proportion du temps, nous sommes plus avancés que nous ne l'avions prévu. Nous avons promis un million d'emplois sur dix ans, et nous en sommes déjà à 736 000. En matière de ralentissement de la hausse des prix, je ne croyais pas non plus pouvoir atteindre des résultats aussi patents et aussi sensibles : il est vrai que malgré toute notre confiance, nous ne comptions pas que György Matolcsy [*le gouverneur de la Banque nationale, NdT*] puisse réorganiser la Banque nationale aussi rapidement et avec des résultats aussi rapides. Qu'il en soit remercié. Je ne comptais arriver qu'à la fin de la dixième année – grâce à la forte croissance de notre économie – à pouvoir verser, pour la première fois dans l'histoire de la Hongrie, un complément de retraite à nos retraités. Cela a pu être fait dès ce Noël. Bravo, Mihály Varga [*le ministre de l'Economie, NdT*] ! Le développement de notre économie et le bâtiment progressent à un rythme soutenu, peut-être même trop rapidement. Nous voyons partout des grues et des ouvriers travaillant sur les constructions. Et ce n'est qu'en secret que j'espérais pouvoir conclure un accord salarial et de baisse des impôts acceptable à la fois par les syndicats, les employeurs et le gouvernement, et nous y sommes arrivés aussi. Je ne pensais pas que la Chambre d'agriculture se restructurerait aussi bien, et que nous arriverions à créer autant d'emplois y compris dans l'agriculture. Et en plus, le renforcement des petites et moyennes exploitations progresse plus rapidement que l'on ne pouvait raisonnablement le prévoir. Un grand merci à Sándor Fazekas [*le ministre de l'Agriculture, NdT*] ! Et au rang des surprises agréables, nous trouvons que le nombre des Roms inscrits dans l'enseignement supérieur a doublé, nous pouvons donc lever aussi notre chapeau devant M. le ministre Zoltán Balog [*le ministre des Capacités humaines, NdT*].

*

Je comptais, et j'exigeais même de nos ministres chargés de l'économie qu'ils visent le plein-emploi et qu'ils libèrent les ménages endettés des pièges de l'endettement en devises et des autres formes d'endettement. Nous comptions aussi sur le fait que grâce aux nouvelles dispositions il ne soit plus possible en Hongrie de rouler les gens avec des emprunts, de les dépouiller et de les contraindre à des remboursements jusqu'à la fin de leur vie. En d'autres termes, je pensais et j'espérais que nous remettrions en ordre notre économie, que nous la placerions sur un parcours de croissance et que chacun pourrait au moins avancer d'un pas dans ses conditions de vie. Mais ce à quoi je ne m'attendais pas, c'est que notre existence, que notre mode de vie – dans lequel la culture et le sport ont toujours joué un rôle de premier plan – se régénèrent aussi rapidement au cours de ces huit années. Nous construisons les unes après les autres les routes touristiques, les pistes cyclables, les maisons d'hôtes, les pensions et les hôtels wellness. Le nombre de nos sportifs a plus que doublé. Le nombre des spectateurs des théâtres

a augmenté de 50%, la fréquentation des concerts a doublé, les musées se remplissent lentement, ainsi que les festivals et les salles de cinéma. Cela fait du bien de voir que le peuple hongrois, malgré toutes les secousses économiques qu'il a endurées, est resté un peuple de culture. Le mariage non plus n'est pas passé de mode, et même, si tout était resté dans l'état de 2010, nous serions 50 000 de moins qu'aujourd'hui, et c'est là un beau résultat même si, sur le plan démographique général, nous ne sommes toujours pas bien placés. En résumé, je peux dire que nous avons tiré de ces huit années tout ce qui pouvait en être tiré sur la base des prévisions humaines, en dépit du vent contraire international auquel nous avons à faire face. Je considère qu'en y englobant aussi nos erreurs, ces huit années peuvent être assumées, mais il y a aussi des résultats dont nous pouvons être carrément fiers. Nous souhaitons à la Hongrie de ne jamais avoir de pires huit années.

*

Je dois aussi vous dire ouvertement que ceux qui prétendent que la Hongrie a atteint ses objectifs ne savent sans doute pas ce qu'ils disent. Le sprint final, la ligne d'arrivée sont encore bien loin. Personne ne peut nier de bonne foi que la Hongrie fait meilleure impression, qu'elle se porte mieux qu'il y a huit ans. On peut même être d'accord sur le fait qu'elle commence à ressembler à un pays ordonné, respectable et industriel, mais elle n'est pas encore celle que nous voudrions. Elle n'est pas encore celle qu'elle pourrait être. Ses résultats sont meilleurs, mais ils ne sont pas encore ceux que ses capacités lui permettraient. Nous sommes encore loin de la tâche accomplie, nous avons encore du pain sur la planche.

*

En ce qui concerne l'avenir, vous me connaissez tous, et vous savez que je crois dans les choses simples : dans le travail, dans la famille et dans la patrie. C'est cela que je peux vous offrir pour l'avenir. Je crois que la Hongrie est un pays où le travail bien fait est récompensé : celui qui travaille plus gagne plus. Je crois que les familles sont la colonne vertébrale qui soutient tout le pays. Je crois qu'il faut aider – de tout notre cœur et de toutes nos forces – tous ceux qui font le choix d'avoir des enfants. Je crois qu'il faut honorer et respecter les mères de famille, et je crois que si nous le faisons nous ne serons pas moins, mais plus nombreux, ici dans le Bassin des Carpates. Je crois que notre avenir de Hongrois est de rester hongrois. Soignons la langue hongroise, défendons notre culture chrétienne et hongroise, préservons notre indépendance et notre liberté. Voilà, chers Amis, ce qu'est le modèle hongrois, et je crois bien qu'il fonctionne. Honorer le travail, aider les familles, conserver notre identité nationale, préserver notre indépendance, c'est cela l'avenir, et cet avenir peut être le nôtre.

*

Ce n'est pas parce que les dirigeants du pays croient en lui que le modèle hongrois fonctionne. Cet engagement est évidemment nécessaire, mais le modèle hongrois est un modèle à succès parce que des millions de Hongrois croient en lui. Je me souviens que lorsque nous l'avons annoncé au début, nous n'étions qu'un petit nombre. Même ceux qui le soutenaient le faisaient davantage par espoir que par conviction. Mais cette attitude a progressivement changé, et l'espoir s'est mué en foi. Ils sont désormais plusieurs millions à croire que le travail, la famille et la patrie ne sont pas seulement de belles et nobles paroles, mais qu'elles peuvent aussi déboucher sur une politique qui réussit. A dire vrai, c'est de cela que je suis le plus fier quand je considère les huit années écoulées. Je dois en être reconnaissant aux plus de 700 000 personnes qui ont saisi la possibilité de prendre un emploi et qui désormais subviennent aux besoins de leur famille non plus grâce à des allocations, mais grâce au fruit de leur travail. Nous devons être reconnaissants aux entrepreneurs hongrois, qui ont cru en nous, qui ont accepté la prise de risque, ont investi dans l'avenir et créé des postes de travail. Des travailleurs d'un côté, des entrepreneurs créateurs d'emplois de l'autre : ils sont, ensemble, les artisans du succès de l'économie hongroise. Et nous sommes reconnaissants à tous les jeunes Hongrois qui ont choisi de fonder une famille. Le nombre des mariages a augmenté de 46%. Le chiffre magique que l'on appelle taux de fécondité est passé de 1,23 à 1,49. C'est un début encourageant, quoiqu'encore éloigné du 2 qui assure le renouvellement des générations. Eloigné, mais pas inatteignable.

*

La condition de la réalisation de tout plan d'avenir est que nous puissions suivre notre propre chemin. Et seules des nations indépendantes, non inféodées à d'autres peuvent suivre leur propre chemin. Aujourd'hui, nous ne sommes financièrement plus inféodés à personne. Nous avons de nouveau nos entreprises de services publics nationales, et les familles ne financent plus les profits des multinationales avec leurs dépenses d'énergie. L'ère de notre dépendance énergétique a également pris fin. Nous avons bâti, sans ménager nos efforts ni notre argent, les connexions nécessaires et le gaz arrivera prochainement en Hongrie non plus seulement en provenance de Russie, mais aussi de Roumanie et même de Pologne. Plus de 50% de notre système bancaire est entre des mains nationales, ainsi que plus de la moitié des médias hongrois. Sans système bancaire hongrois et sans média hongrois, il n'y a pas d'indépendance nationale. Mais il faut rappeler que si nous avons aujourd'hui l'indépendance, celle-ci n'est pas comme la confiture qui se conserve immobile dans l'armoire : il faut la défendre de temps en temps. C'est pourquoi je vous demande de garder à l'esprit qu'il ne faut pas mettre le sort du pays entre les mains des internationalistes.

*

Face aux élections qui approchent, nous constatons que nous avons réussi ce qui n'a réussi à aucun autre parti : nous sommes restés rassemblés. Et puisque nous avons réussi à rester rassemblés, nous avons réussi aussi à garder notre pays rassemblé. Nous avons réussi à rassembler une majorité autour d'objectifs importants, et nous avons même pu bâtir sur des sujets majeurs tels que l'indépendance, la défense des frontières et la migration une unité très large, dépassant les clivages partisans. C'est un résultat remarquable, à une époque marquée par les tendances centrifuges et de dispersion. Dans la politique hongroise, c'est nous qui assurons la continuité et l'expérience. Notre parcours du combattant s'étend des premières élections à aujourd'hui : nous avons été 16 ans dans l'opposition, et 12 ans au pouvoir. Vous voyez que nous n'avons pas encore atteint l'équilibre... Nous avons eu l'occasion d'apprendre qu'en politique c'est le temps qui compte. Pour gouverner un pays, il faut de l'expérience et de l'assurance, la connaissance du terrain et le regard international, et si tout cela s'associe au courage innovateur, la partie est gagnée.

*

La partie hongroise est une partie gagnée. Tout y est : l'expérience, le courage, des camarades chevronnés, l'autorité internationale, un pays placé en orbite de croissance, des plans sérieux et une volonté de faire pour le moment inextinguible.

*

Pour être complet, il faut aussi ajouter que nous sommes un gouvernement non seulement citoyen, mais aussi national. Dans le monde d'aujourd'hui, lorsque l'on parle de la patrie, l'on est souvent rabroué : c'est du folklore, c'est ennuyeux, c'est de la nostalgie, c'est le sentimentalisme des vieux... Mais je veux vous dire clairement ceci : le patriotisme est bien sûr chargé de sentimentalisme, mais il n'est pas que cela. La patrie est l'ancre de notre cœur, dont chacun a besoin, et les patriotes méritent plutôt la reconnaissance pour jeter sans cesse cette ancre, en dépit des accusations et des risées, et nous répètent sans cesse : « la patrie avant tout ». Ou bien, dans la formulation moderne, à l'américaine : pour nous, c'est « Hungary first ».

*

Si aujourd'hui l'on prononce le mot « Hongrie », les gens pensent à Budapest, au lac Balaton, aux belles hongroises, au goulasch et aux bons vins. Si on leur dit : « politique hongroise », l'on peut être sûr qu'ils penseront au Fidesz, les plus informés au Fidesz-KDNP [*le Parti Chrétien Démocrate, NdT*]. C'est compréhensible, puisque nous avons gagné deux fois avec une majorité des deux tiers, et nous gouvernons le pays sans obligation de coalition. La Hongrie s'est sensiblement revalorisée, notre réputation, notre connaissance et notre influence sont

supérieures à ce que justifierait la taille du pays ou son poids économique. A quoi le devons-nous ? Tout d'abord au fait que le Fidesz et le Parti Chrétien-Démocrate ont mis depuis huit ans une sourdine au politiquement correct en Hongrie. L'euro-blabla, le joli-cœur libéral, le discours correct vide ont été mis aux oubliettes. Nous avons renvoyé la muselière à Bruxelles, et la laisse au FMI. Regardez autour de vous, dans l'Europe des coalitions obligées et des diktats médiatiques libéraux. A Budapest, c'est le parler clair qui est à la mode. Des mots et des phrases clairs. A Budapest, nous voulons dire ce que nous pensons, et nous voulons faire ce que nous disons. C'est un grand luxe dans la politique européenne d'aujourd'hui, et nous autres Hongrois nous y barbotons gaiement. Il vaudrait évidemment mieux que l'eau éclabousse un peu moins les bords.

*

Le fait que lorsque l'on évoque la politique hongroise, c'est nous qui venons à l'esprit des gens ne nous est pas tombé tout cuit. Le Fidesz a été fondé il y a trente ans. C'était un long chemin. Combats difficiles, endurance, fidélité, camaraderie. Fidélité et service à la Hongrie, unité et camaraderie les uns envers les autres. Tous les Hongrois nous connaissent, et ont appris à nous connaître. Ils savent que nous ne parlons pas en l'air, et que nous ne succombons pas à la tentation des grands mots. Ce que nous disons, nous le pensons sérieusement. Ce que nous entreprenons, nous nous y attelons, nous travaillons dur pour y arriver, et à la fin, en général, nous parvenons au but. Si cette expression n'était pas déjà prise, je dirais que la « force tranquille », c'est nous. Nous sommes nous-mêmes, nous ne vendons pas chat en poche, nous sommes anticommunistes et patriotes. Nous aimons passionnément la Hongrie, et nous sommes prêts à tout faire pour elle. C'est ce qui nous différencie des autres partis.

Il ne m'appartient pas de m'occuper des affaires des autres partis, mais l'on n'y arrive que difficilement 49 jours avant les élections. J'observe la situation des autres partis, et il m'arrive de ne pas croire à mes yeux. Je vous avoue que je ne comprends même pas que des hommes politiques et des partis puissent solliciter la confiance des électeurs, et même prétendre gouverner, dans une telle situation. Voilà un parti qui met une pièce rapportée en position de tête de liste, lequel se fait appeler candidat au poste de premier ministre, alors qu'il est clair aux yeux de tous qu'il n'est qu'un syndic de faillite chargé de la mission historique d'exclure le MSZP [*le parti socialiste hongrois, NdT*] de l'Assemblée nationale. L'autre parti de gauche retrouve ses vieilles racines et se retransforme, sous la conduite d'un ancien premier ministre [*Ferenc Gyurcsány, premier ministre de 2004 à 2009, NdT*], en un vrai parti communiste qui menace les gens de prison, de nationalisation, de « nouveau changement de régime », et qui en

termes de spiritualité n'arrive à dire rien d'autre que les Eglises n'ont qu'à la boucler et seront bien avisées de ne pas sortir de chez elles. Einstein, qui observait non seulement les phénomènes physiques, mais aussi les esprits, disait que le comble de la folie était de faire toujours la même chose mais d'en attendre chaque fois des résultats différents. Et voilà un autre parti, qui n'a rien d'autre à dire du monde sinon qu'il peut être différent [*le LMP*, « *La Politique Peut être Différente* », *NdT*]. Quelle vision géniale ! Mais en quoi il pourra être différent, ce n'est pas d'eux que nous l'apprendrons, puisqu'ils sont tellement différents que nous ne savons même pas s'ils sont de droite ou de gauche, nationaux ou internationalistes, nous ne savons même pas qui est dedans et qui est dehors, tellement grandes sont chez eux les allées et les venues. Quant aux partis fondés par les dissidents, nous n'arrivons même pas à retenir leur nom, parce qu'ils luttent avec des problèmes de visibilité et leur existence est éphémère. Mais le plus absurde de tout est qu'un parti national qui a connu des jours meilleurs vient nous affirmer aujourd'hui, à une époque lourde de menaces et frappée par la migration, que l'Islam est le dernier espoir de l'humanité. Les bras nous en tombent, nous n'en croyons pas nos oreilles. Il faudrait que l'on nous pince pour que nous nous réveillions, mais non, il n'y a rien à faire, c'est la réalité hongroise d'aujourd'hui, c'est à cela que ressemblent ceux qui se présentent pour gouverner. Je dois dire, courtoisement mais résolument, que la Hongrie mérite mieux que cela. Ce n'est donc pas un miracle si l'ambiance du pays n'est pas au changement de gouvernement, mais plutôt au changement d'opposition. Mais prenons-les au sérieux un seul instant, et osons affirmer que nous pensons, nous, que le dernier espoir de l'Europe est le christianisme. Aujourd'hui, lorsque les Européens parlent de christianisme – et cette distinction est importante – ils pensent en premier lieu à leur culture et à leur mode de vie. C'est ce qui explique qu'en Hongrie les recherches et les analyses montrent que 78% des habitants souhaitent que nous préservions notre culture chrétienne et nos traditions chrétiennes.

*

Lorsque nous réfléchissons à notre avenir et à l'enjeu des prochaines élections, il vaut la peine de regarder à quel point se sont multipliées les prévisions, les prédictions, les analyses les plus sombres sur l'avenir de l'Europe. Les sachants nous disent que des nuages noirs s'accumulent au-dessus de l'Europe à cause de la migration. Les sombres prophéties ont toujours existé, elles sont la musique d'accompagnement habituelle de la politique européenne. Ce qui est inquiétant aujourd'hui dans ces prophéties, c'est qu'elles sont dans leur essence de nature mathématique. Elles font état de nombres, de changements chiffrables, et les chiffres ont toujours un grand poids, même lorsqu'ils ne sont qu'estimés. Selon les estimations, la proportion des migrants augmentera de manière accélérée dans les pays d'Europe situés à l'ouest du nôtre. Je préfère ne

rien dire de la France et des Pays-Bas, mais par exemple les Allemands de naissance sont en diminution dans la plupart des grandes villes d'Allemagne. Car les migrants occupent d'abord les grandes villes. La Bavière, par exemple, dépense aujourd'hui davantage pour la gestion des réfugiés, des migrants et de leur intégration que le budget de l'Etat pour l'économie, la protection de l'environnement et la santé additionnés. A Vienne, j'ai aussi entendu dire que les données de la scolarisation de cette année scolaire ont vivement surpris tout le monde, en apprenant que la proportion des nouveaux écoliers de religion musulmane avait bondi. C'est cet avenir qui est déjà, là-bas, le présent. D'après les rapports de l'OTAN – il semble que les militaires ne se laissent pas censurer –, 60 millions de personnes prendront la route de l'Europe d'ici à 2020. L'on est d'accord aussi pour dire que la force de l'Afrique dépassera toutes les attentes. La population de l'Afrique doublera d'ici à 2050, ils seront 2,5 milliards, avec dix fois plus de jeunes que l'Europe. L'Afrique a le choix entre deux perspectives. La première est qu'elle réussira à reproduire l'exploit de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie ou du Vietnam en Asie, à l'admiration du monde entier : chacun à sa manière, ces pays se sortent de la pauvreté à la vitesse de l'éclair, placent leur économie sur une orbite de croissance, et accèdent lentement à la tête de l'économie mondiale. Leur succès nous rappelle que ce n'est pas l'histoire qui détermine la démographie, mais l'inverse, et nous autres Hongrois, redoublants de la classe, pourrions raconter bien des choses sur cette leçon. La seconde perspective est que l'Afrique n'arrivera pas à se placer sur la même orbite de croissance que l'Asie, et ne sera pas capable d'assurer des conditions de vie dignes à ses jeunes générations. Si on laisse cette masse de plusieurs centaines de millions de jeunes monter vers le Nord, l'Europe se trouvera rapidement mise sous une pression insoutenable. Sans compter que la plupart des migrants arriveront de zones de peuplement musulmanes. Si tout continue comme cela, les grandes villes d'Europe deviendront très clairement à majorité musulmane, et Londres ne sera pas l'œuf du coucou, mais la première hirondelle. Si tout cela continue, notre culture, notre identité et nos nations cesseront d'exister telles que nous les connaissons aujourd'hui. Nos pires cauchemars se réaliseront. L'Occident tombera, alors que l'Europe ne réalisera même pas qu'elle est prise d'assaut. Faudra-t-il donner raison à ceux qui disent que les civilisations ne sont pas assassinées, mais qu'elles se suicident ? Beaucoup pensent que même si tout cela se réalise, ce n'est pas pour aujourd'hui. Je crois qu'ils se trompent. Les analyses regardent à l'horizon 2050 : ceux de ma génération atteindront alors leurs 80 ans, et nous pourrons voir de nos propres yeux l'orientation prise par notre monde occidental, sans parler de nos enfants et de nos petits-enfants.

Et ici, chers Amis, je dois dire quelques mots du différend qui oppose l'Europe occidentale à l'Europe centrale. Il semble que les routes du développement des deux parties de l'Europe se sont écartées. La démocratie, l'Etat de droit, l'économie de marché restent naturellement communes, mais les bases sur lesquelles tout cela se fonde sont appelées à diverger. Les responsables politiques n'en parlent pas encore ouvertement, mais tout le monde le voit. En Europe occidentale, les grandes nations européennes se sont transformées en pays d'immigration. La transformation des bases culturelles, la diminution de la population de culture chrétienne, l'islamisation des grandes villes progressent à grands pas, et j'avoue ne pas discerner les forces politiques qui voudraient, et pourraient arrêter – *horribile dictu* : renverser – ce processus. Pour moi, il est indifférent que cela soit dû à la faiblesse des démocraties libérales, aux résurgences des passés colonisateurs ou esclavagistes ou aux actions de bouleversement et à l'avidité de l'empire de George Soros. Les faits restent les faits. Quelle qu'ait été la cause première, l'Europe occidentale est devenue une zone d'immigration, un monde à la population mélangée, et se dirige droit vers un avenir de développement radicalement nouveau, différent de celui de l'Europe centrale. C'est pour nous une mauvaise nouvelle. Cela veut dire que la civilisation islamique, qui a toujours considéré la conversion de l'Europe à la « vraie foi » – selon leurs propres termes – comme sa vocation, frappera désormais à la porte de l'Europe centrale non plus seulement depuis le Sud, mais aussi depuis l'Ouest. Avec l'édification de notre clôture, avec la défense juridique et physique de notre frontière, avec l'engagement exemplaire de nos forces de police sous l'autorité de Sándor Pintér [*le ministre de l'Intérieur, NdT*], nous avons réussi à protéger nos frontières méridionales et nous avons fait obstacle à l'invasion du monde musulman par le Sud. Sur cette voie, nous sommes le dernier pays de la chrétienté latine, de la chrétienté d'Occident. Nous tenons solidement notre front, nos lignes de défense sont adaptées pour faire échec aux flux les plus importants. De plus, la chrétienté orthodoxe prend sa part au combat dans les pays de l'arrière avec courage et détermination, et la Serbie, la Roumanie et la Bulgarie méritent toute notre reconnaissance.

Aussi absurde que ce soit, c'est de l'Occident que le danger nous menace. Ce danger, ce sont les responsables politiques de Bruxelles, de Berlin et de Paris qui le font peser sur nos épaules. Ils veulent que nous aussi, nous adoptions leur politique, cette politique qui a fait d'eux des pays d'immigration et a ouvert la porte au déclin de la culture chrétienne et à la montée en puissance de l'Islam. Ils veulent que, comme eux, nous recevions des migrants, et que nous devenions, comme eux, des pays à population mélangée. Dans un discours précédent, ils justifiaient cette attente par le fait que l'étranger est beau, la population mélangée est meilleure, et qu'un vrai Européen ne défend pas des idées aussi rétrogrades et moyenâgeuses que la patrie

et la religion. Ces voix sont aujourd'hui peut-être un peu assourdies, et maintenant la chanson à la mode est que nous devons adopter leur politique parce que c'est la définition de la solidarité. A cela, nous devons répondre clairement que nous sommes solidaires avec les hommes et les femmes d'Europe occidentale et avec ceux de leurs dirigeants qui veulent sauver leur patrie et leur culture chrétienne, et pas avec ceux qui veulent leur passer dessus. Nous ne serons jamais solidaires avec les dirigeants européens qui cherchent à faire entrer l'Europe dans une ère post-chrétienne et post-nationale.

*

Et nous devons aussi dire clairement et résolument que nous ne croyons pas que le combat que nous menons soit sans espoir. Nous pensons même que nous pouvons le gagner. Les pays du groupe de Visegrád, les V4, sont solides, l'orthodoxie résiste, il semble que les Croates soient aussi revenus à la raison, l'Autriche vient à peine de prendre le virage patriote et chrétien, et en Bavière, sous la conduite de la CSU, une opposition spirituelle et politique s'est mise en place, peut-être encore à temps. Et nous attendons avec impatience le résultat des élections italiennes et avec elles le tournant par lequel le bon sens, la conscience nationale et culturelle et Silvio Berlusconi se retrouveront en position de gouverner. Forza Italia !

Et maintenant, souvenons-nous des hommes politiques européens, nos collègues, qui nous ont mordus au cours des dernières années, mais qui y ont cassé leurs dents. Une revue rapide : les chanceliers d'Autriche Faymann et Kern, le président du Conseil italien Renzi, le lamentable premier ministre croate Milanovic, et bien sûr Martin Schulz, qui avait la manie d'être tout mais qui finalement ne fut rien. Je pense que la liste n'est pas close, il y a encore quelques places à prendre.

*

Tout cela est encourageant. Finalement il fait bon voir que nous n'avons pas travaillé pour rien, mais nous ne devons pas tomber dans l'excès de confiance. Les forces hostiles, le réseau de George Soros et les bureaucrates internationaux qu'il a achetés sont loin de s'être rendus. Nous avons ceux qui sentent encore l'odeur de l'argent, les opportunités de gain offertes par l'affaiblissement de l'Europe et avec elle de l'euro, nous avons ceux qui ne veulent pas perdre leur position et leurs prébendes obtenues par les grâces de l'élite mondialiste, et nous avons aussi la catégorie des intellectuels idéologues qui ne cessent de faire de la réorganisation de l'Europe un terrain d'expérimentation. Un exemplaire remarquable de cette catégorie est cet activiste d'une organisation-Soros qui a trouvé à dire que pratiquement tous ceux qui arrivent chez nous de toutes parts sont meilleurs que nos propres habitants. Au début, je ne comprenais

pas comment l'on pouvait sortir une telle ânerie, car il est tout de même clair que nous autres Hongrois, face aux migrants, sommes tout de même mieux formés, mieux instruits et plus aptes au travail. C'est évident. Et puis, ces jours derniers, un des idéologues en chef du réseau-Soros, le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, a laissé échapper que cela fait des années qu'ils ont publié le programme de création du type « d'homme-Soros », comme ils le disent modestement, et que j'appellerais à ma manière, « homo Sorosensus ». Et je me suis rendu compte que, vu sous cet angle, nous autres indigènes, qui avons une patrie, une culture, une religion auxquelles nous sommes viscéralement attachés, sommes pour les Soros des individus sans espoir qui ne peuvent être refaçonnés. Le fait que ceux qui s'affairent à la mise en œuvre de ce plan puissent vivre joyeusement et sans entraves leur vie parmi nous est un témoignage de la grandeur d'âme et du profond esprit de tolérance du peuple hongrois.

Cela dit, nous n'allons pas rester les bras croisés. Nous ne sommes pas des moutons qui attendent en silence le sort qui leur est réservé. Nous allons bien entendu lutter et, s'il le faut, nous allons engager des armes juridiques de plus en plus percutantes. A titre de premier pas, nous avons le projet de loi « Stop Soros ». Les activités relatives à la migration et aux migrants seront soumises à une autorisation au titre de la sécurité, nous affecterons à la défense de la frontière une partie des fonds reçus par les ONG pro-migrants – que nous considérons comme de fausses organisations de la « société civile » – nous les soumettrons à un audit financier complet, et celles qui ne cesseront pas leurs activités néfastes seront tout simplement interdites – aussi puissantes et riches qu'elles soient. Et nous lutterons aussi sur la scène internationale. Je remets demain au premier ministre bulgare, qui assure en ce moment la présidence du Conseil européen, le projet de loi européen susceptible de résoudre le problème de la protection hermétique des frontières de l'Europe. C'est la défense des frontières qui est la question essentielle, pas les quotas obligatoires. Car si nous verrouillons les frontières, personne ne pourra entrer sans autorisation, et il n'y aura donc personne à répartir. Et que ceux qui autorisent l'entrée de migrants dans leur pays en supportent aussi les charges. Je tiens aussi à préciser qu'ils ne pourront en aucun cas sélectionner les meilleurs éléments et nous envoyer les autres. Et je dois aussi appeler votre attention sur le fait qu'entretiens un autre domaine de débat s'est ouvert. L'Organisation des Nations Unies, l'ONU, s'est mise en tête de conclure d'ici à la fin de l'année un accord international sur les migrations. Le projet de cet accord a été soumis au débat public. Les Etats-Unis ont déjà quitté la table des négociations, parce qu'à leurs yeux le projet est désespérément pro-migrants et anti-défense des frontières. Nous avons meilleur espoir, et nous avons décidé d'y rester pour le moment afin de faire modifier le texte du projet en cours d'élaboration. Mais que veut l'ONU ? C'est une belle mission pour notre ami Péter

Szijjártó [*le ministre des Affaires étrangères, NdT*]. Que veut l'ONU ? L'ONU veut faire accepter le fait que la migration et sa promotion contribuent de manière positive à la croissance économique et au bien-être. Vu d'Europe, c'est évidemment une stupidité, comme si l'on disait que l'épidémie de grippe est une bonne chose parce qu'elle contribue de manière positive à la santé et au bien-être des gens. Pour l'ONU, il faut mettre en place des routes migratoires sûres et réglementées vers l'Europe. Pour l'ONU, le devoir de chaque Européen est d'aider les migrants arrivant chez lui dans son installation et dans sa recherche d'un emploi.

*

Nous comprenons bien sûr que près de 80% des Etats membres de l'ONU sont plutôt des pays d'origine de migrants, mais nous n'avons pas créé l'Organisation des Nations Unies pour qu'elle se retourne contre nous et nous impose ce qui nous détruira. L'Organisation des Nations Unies dit encore qu'il faut éliminer les obstacles juridiques et physiques qui font barrage au passage des frontières par les migrants. Oui, nous avons tiré la bonne carte : c'est notre clôture qui est concernée, cette disposition nous est directement destinée. Il est curieux de constater que ces propositions émanent le plus souvent d'individus protégés par des gardes du corps, circulant en voiture blindée, avec de hautes clôtures entourant leur domicile, et avec un système de sécurité qui les protège 24 heures sur 24. Quant à nous, nous proposons plutôt qu'ils démontent d'abord leurs barrières, qu'ils démantèlent leurs clôtures et renvoient leurs gardes. Nous proposons de poursuivre les négociations si l'expérience est concluante et s'ils sont toujours en vie. Si l'expérience échoue, nous leur accorderons sans problème l'asile en Hongrie.

*

Tout cela est à la fois évident et totalement incompréhensible. Il est incompréhensible que l'on nous prenne pour des simples d'esprit qui vont accepter cela et le mettre en œuvre sans broncher. Il faut qu'il soit bien clair pour tout le monde que la Hongrie n'est pas un pays de débilés. Nous comprenons bien que les organisations de George Soros se sont incrustées non seulement à Bruxelles et à Budapest, mais aussi à New-York, au siège de l'ONU. Nous comprenons qu'elles consacrent des sommes considérables pour faire accepter la migration à l'échelle mondiale. Nous voyons bien que Soros s'en prend non seulement à nous, mais aussi aux Anglais, au président Trump et aux Israéliens, avec toujours le même thème : faire accepter la migration. Mais cela ne marchera pas. Nous ne sommes pas seuls, et nous allons lutter ensemble pour freiner – et arrêter – le plan présenté par Soros à Bruxelles et à l'ONU et, si nous avons suffisamment d'alliés – et nous pourrions en avoir – je suis persuadé qu'à la fin nous gagnerons.

*

Et pour finir, je voudrais encore faire une remarque : notre campagne électorale a commencé hier. Sans m'attarder sur les entrées en campagne de l'opposition, je me suis souvenu d'une de mes vieilles constatations : en période de campagne, il n'y a pas de réalité qui tienne. Gardons notre sang-froid, et parlons clair, ici aussi. Aujourd'hui, en Hongrie, nos adversaires politiques sont dans une situation désespérée. Ils n'ont pas compris les avertissements du temps. Ils ne se sont pas rangés à nos côtés, et ils ne se sont pas rangés aux côtés du pays dans les questions les plus importantes. Ils ne nous ont pas soutenus au moment de l'érection de notre clôture, ils ont reculé dans le référendum sur les quotas obligatoires. Ils n'ont pas soutenu la révision constitutionnelle. Ils ont nié la migration, ils ont nié les quotas obligatoires et le plan Soros. Les gens le voient et le savent. C'est pour cette raison que l'opposition est dans une situation désespérée aujourd'hui en Hongrie. Nous savons depuis de Gaulle que le désespoir engendre la haine. La haine exsude de chaque phrase de l'opposition. Je vois que nous ne manquerons ni de bassesses, ni d'attaques *ad personam*, ni d'hypocrisie, mais n'oublions pas que pour nous les élections sont une fête. Des millions de Hongrois ont attendu le jour où, après le joug communiste et l'occupation soviétique, nous pourrions enfin voter librement. Ne laissons pas gâcher la fête ! Restons gais, gardons notre humour, notre autodérision et la beauté de la décision commune. La haine n'élève pas, elle ne fait qu'abaisser. Comme dans la blague bien connue, celui qui se jette du cinquantième étage et fonce vers le sol se console en se disant : « jusqu'à présent tout va bien, jusqu'à présent tout va bien... » Dans cinquante jours, nous serons arrivés : certains au cinquantième, d'autres au sol. En avant pour l'aventure !

Vive la Hongrie, vivent les Hongrois !